



HAL
open science

Les "Syal-coopératives" au Nicaragua : un outil d'écodéveloppement

Renaud Metereau, Catherine Figuière

► **To cite this version:**

Renaud Metereau, Catherine Figuière. Les "Syal-coopératives" au Nicaragua : un outil d'écodéveloppement. Colloque francophone international "Cultures, territoires et développement durable", Université Blaise Pascal, Espe Clermont Auvergne, Apr 2014, Chamalières, France. halshs-01025548

HAL Id: halshs-01025548

<https://shs.hal.science/halshs-01025548>

Submitted on 18 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



COLLOQUE FRANCOPHONE INTERNATIONAL CULTURES, TERRITOIRES ET DEVELOPPEMENT DURABLE

*LUNDI 14 ET MARDI 15 AVRIL 2014
ESPE Clermont Auvergne, 36 avenue Jean Jaurès,
63400 Chamalières, Amphis E et A*

Les « Syal coopératives » au Nicaragua : un outil d'écodéveloppement

R. Metereau¹, C. Figuière¹

¹Centre de Recherche en Economie de Grenoble (CREG), Univ. Grenoble Alpes.

Résumé

La souveraineté alimentaire du Nicaragua est assurée en grande partie par des petits paysans, souvent regroupés en coopératives. L'objectif de ce texte est double. Il cherche tout d'abord à vérifier que le Syal peut constituer une grille de lecture pertinente pour interpréter les faits stylisés construits à partir d'une recherche de terrain. Il teste ensuite la compatibilité de ces « Syal-coopératives » avec l'écodéveloppement de Sachs, et par suite, leur capacité à intégrer des préoccupations environnementales dans l'organisation des productions agricoles.

Mots clés : Ecodéveloppement, Syal, Coopérative agricole, Nicaragua

JEL Codes : O13, Q13, Q57

1. Introduction

Le système agroalimentaire localisé (Syal) désigne à la fois un cadre analytique permettant de caractériser certaines formes de coopérations localisées entre petites et très petites entreprises de l'agroalimentaire, et, dans les zones rurales, un levier pour la définition de stratégies alternatives de développement localisé (Fourcade, 2010 ; Larroa, 2010). Dans le cas particulier de l'Amérique Latine, le plus souvent, les populations rurales pauvres maintiennent très vives les caractéristiques culturelles liées à leurs origines ethniques (Welch et Mançano Fernandes, 2009 ; Ranaboldo et Schejtman, 2009). Dans un tel contexte, l'approche Syal, qui permet la caractérisation des trajectoires de développement très fortement ancrées au territoire et à ses spécificités, pourrait aider à structurer des actions collectives autour de projets de développement qui correspondent à des systèmes de valeurs particuliers. Cette approche permettrait en effet localement, de définir des schémas de développement adaptées aux spécificités culturelles, socio-économiques et environnementales des zones rurales pauvres ; celles-là même qui sont restées en marge des dynamiques de développement « excluantes » générées par le processus de mondialisation néolibérale (Rubio, 2001). Ce « *style de développement* » (Sachs, 1974) favorisé par la mise en œuvre de démarches de type Syal se rapprocherait *in fine* des stratégies d'écodéveloppement proposées par I. Sachs (1974, 1976, 1980).

Au Nicaragua, troisième pays le plus pauvre de la région Amérique Latine et Caraïbes, on constate à la fois la persistance d'une population rurale pauvre importante – 63.3% de la population rurale vivait en dessous du seuil de pauvreté national en 2009 (Banque Mondiale, 2014) –, la prégnance de spécificités culturelles fortes et d'une tradition coopérative héritée de la révolution Sandiniste. Cette tradition coopérative se traduit depuis le début des années 2000, par la résurgence et la consolidation d'un système coopératif articulé à différentes échelles territoriales. Localement, les « coopératives de premier degré » constituent les organisations coopératives de base de ce système, réunissant des petits producteurs, en général appartenant à une même communauté ou « village ».

Cette communication a pour premier objectif de caractériser les formes de coopérations localisées entre très petits et petits producteurs du secteur agroalimentaire au Nicaragua.

A cette fin, une étude de terrain a été menée au Nicaragua, entre août 2012 et janvier 2013, dans le cadre du travail de thèse, en vue de recueillir les matériaux indispensables. La démarche adoptée est exploratoire et consiste donc en une première approximation des réalités de terrain observables au Nicaragua. Les premières étapes de l'analyse des entretiens semi-directifs réalisés sur place, permettent de construire une série de faits stylisés qui tendent tout d'abord à confirmer l'hypothèse de l'assimilabilité des systèmes coopératifs localisés observés à des Syal. Les particularités de ces « Syal-coopératives » vont ensuite s'avérer propices à l'amorce de trajectoires alternatives d'écodéveloppement.

La première partie de cette communication sera consacrée à la présentation de l'approche Syal mobilisée ici comme grille de lecture (2). Ensuite, un rapide cadrage contextuel du Nicaragua permettra de situer « le projet » implicitement porté par le mouvement coopératif paysan de ce pays (3). Les contours de ce projet d'écodéveloppement seront ensuite précisés, sur la base de l'analyse des premiers entretiens (4). Finalement, le Syal sera lu ici un levier stratégique pour le renforcement de ces dynamiques localisées d'écodéveloppement.

2. Le Syal comme grille de lecture

Le Syal a d'abord émergé comme un outil d'analyse des formes de coopération localisées entre très petites, petites et moyennes entreprises de l'agroalimentaire. Il tend désormais, notamment en Amérique Latine, à s'affirmer comme un « *levier de stratégies de développement localisé* » (Fourcade et *al.*, 2010 : 14). Dans ce cadre, une capacité intrinsèque à prendre en compte les enjeux de la soutenabilité environnementale lui est en outre conférée. En effet, le lien très étroit entre

activités agricoles et ressources naturelles locales, notamment, entraînerait *de facto* l'intégration d'une dimension environnementale dans la définition de stratégie de développement de type Syal (Requier-Desjardins, 2010a).

Au-delà de l'écho que semble rencontrer cette perspective de recherche, cette capacité des approches de type Syal soutenir des trajectoires d'écodéveloppement dans les zones rurales des pays du Sud mérite d'être questionnée (Requier-Desjardins, 2010b). Il convient dès lors de distinguer trois « niveaux d'ambition » pour le Syal :

▪ *L'approche Syal comme outil de l'efficacité économique. L'efficacité économique est alors l'objectif exclusif.* Il s'agit dans ce cas de mobiliser la ressource territoriale afin de mieux permettre à de petites et moyennes entreprises de l'agroalimentaire de préserver leur compétitivité, dans un environnement économique largement conditionné par le processus de mondialisation. Dans cette perspective, le Syal apparaît comme un « SPL (Système Productif Localisé) spécifique dans le domaine de l'agroalimentaire » (Fourcade, 2006 : 185).

▪ *L'approche Syal comme outil de développement. L'efficacité économique n'est qu'instrumentale, la finalité est éthique et sociale*¹. L'objet du Syal est cette fois-ci élargi. Il ne s'agit plus seulement de réduire la vulnérabilité économique des petites structures dans le contexte de mondialisation mais, au-delà, de construire les conditions de l'amorce d'une trajectoire de développement autonome, c'est-à-dire, « fondés sur la mise en valeur de ressources locales » (Muchnik, 2002 : 3). La base localisée sur laquelle se construiraient de telles trajectoires de développement facilite également la prise en compte des spécificités socio-économiques et culturelles des espaces ruraux concernés.

▪ *L'approche Syal comme outil d'écodéveloppement. L'efficacité économique est instrumentale, la finalité est éthique et sociale, et les modalités pour y parvenir sont compatibles avec la prise en compte de la contrainte écologique.* Des travaux réalisés sur les Syal ont révélé l'existence de particularités relatives à la multifonctionnalité de l'agriculture (Rodríguez-Borray et Requier-Desjardins, 2005) et à la dépendance des activités agricoles envers le milieu et les ressources naturelles. Ces formes d'organisation entre petites et moyennes entreprises de l'agroalimentaire favorisent ainsi la prise en compte d'une dimension environnementale dans les stratégies de développement rural localisé qui en découlent.

La littérature existante sur les Syal, et, *a fortiori*, la littérature relative au Système Productif Localisé (SPL), district, cluster, etc., renseignent déjà largement sur l'intérêt économique de ce type de regroupement et de coordination. Dans le contexte latino-américain, on observe certains cas de coopérations localisées de petites entreprises de l'agroalimentaires, en vue notamment du développement d'Agro-Industries Rurales (AIR), qui permettent effectivement une meilleure captation de la valeur ajoutée par les producteurs et populations rurales (Boucher et al., 2003 ; Cascante Sánchez, 2003 ; Correa Gómez et al., 2006). Il apparaît que, lorsqu'un processus de coopération et d'activation des ressources territoriales est amorcé, autour de la valorisation d'un produit et/ou du développement d'une AIR, la viabilité économique des micro-entreprises concernées ne semble pas poser de problèmes majeurs (Riveros et al. 2010). Un environnement préalable favorable est néanmoins nécessaire au lancement d'une activité : des infrastructures, des services publics, de la formation, et un accès suffisant aux différents types de capitaux, principalement financier et technique.

Ce qui pose donc plus clairement question, ce sont les modalités selon lesquelles l'approche Syal permettrait de soutenir ou de renforcer des processus de développement, ou à plus forte raison, d'écodéveloppement.

En effet, le Syal est un objet de recherche « multiforme ». Il est donc difficile d'en définir les contours précis et finalement, de l'appréhender comme un modèle de développement à même d'inspirer des politiques publiques dans ce domaine (Fournier et Muchnik, 2010).

L'approche Syal ne fournit donc pas un outillage détaillé pour l'atteinte de l'un des trois niveaux d'ambitions mentionnés ci-dessus. Elle ne vise pas à la définition d'un modèle de développement mais correspond plus modestement, à une « façon de penser » (Fournier et Muchnik, 2010 : 8)

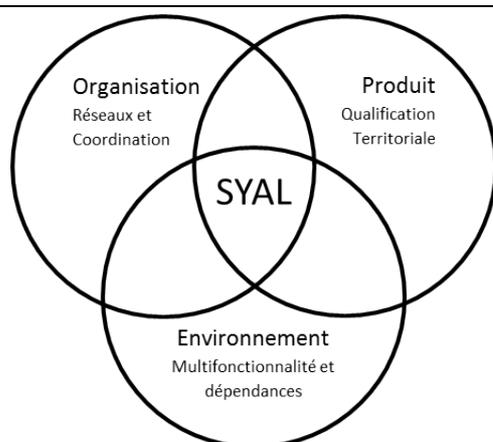
¹ En référence à l'écodéveloppement dont l'efficacité économique n'est qu'un instrument, au service d'une finalité éthique et sociale (Sachs, 1994).

l'agroalimentaire qui pourrait effectivement, concourir au renforcement de stratégies alternatives de Développement Rural Localisé (DRL).

Cette « façon de penser », ou d'appréhender l'organisation des systèmes agroalimentaires au prisme de leur ancrage territorial, se caractérise effectivement par une triple « entrée » (Fourcade et *al.*, 2010) (figure 1) :

- une « entrée organisation » relative à la constitution de réseaux localisés de petites entreprises de l'agroalimentaire, la recherche de synergies productives, la mutualisation des moyens, le partage d'expérience, et finalement l'ensemble des effets positifs attendus des différentes formes de proximités.
- une « entrée produit », relative à la valorisation des ressources spécifiques du territoire à travers la qualification des produits ;
- une « entrée environnementale », relative notamment à la forte dépendance des activités agricoles envers les ressources naturelles des territoires.

Figure 1. Les trois entrées de l'approche Syal



Assimiler un processus d'action collective mené par des petites et moyennes entreprises de l'agroalimentaire à une démarche de type Syal permet donc de mobiliser ces trois entrées. L'objectif est alors de renforcer ce type de processus dans la perspective d'une plus grande efficacité économique des acteurs concernés, qui, sous certaines conditions pourrait se traduire par l'amorce d'un processus de développement localisé voire d'écodéveloppement

L'hypothèse de la capacité du Syal à être porteur de DRL, tout comme celle de sa soutenabilité environnementale, est ainsi souvent postulée, mais ne repose en réalité sur aucun appareillage méthodologique prédéfini. Néanmoins, les trois entrées de l'approche Syal suggère l'existence de différents leviers par lesquels des dynamiques territoriales d'activation de ressources spécifiques peuvent être mobilisés.

3. Développement rural au Nicaragua : des coopérations paysannes porteuses d'un projet alternatif.

Situé au cœur de l'isthme centraméricain, encadré par le Honduras au Nord et le Costa Rica au Sud, l'océan Pacifique à l'ouest et la mer des Caraïbes à l'Est, le Nicaragua est le troisième pays le plus pauvre d'Amérique Latine, avec un IDH de 0,599 qui le place au 129^{ième} rang mondial (PNUD, 2013). Pourtant, ce pays d'environ 130 000 km² (le quart de la superficie de la France métropolitaine), largement tourné vers le secteur agroalimentaire (Mayorga, 2008), dispose de conditions climatiques et de ressources naturelles très propices (Garibay et Zamora, 2003). De cet environnement favorable a émergé, dès la fin de la seconde guerre mondiale, une agro-industrie-exportatrice – coton, canne à sucre, café, arachides, et élevage – qui aujourd'hui encore constitue la principale source d'exportations du Nicaragua (tableau 1).

Tableau 1. Principales exportations de marchandises par produit (FOB), en 2012

Produits	Millions de dollars US	%
Total	2677,4	100
Café	521,8	19,5
Viande	451,4	16,9
Or	422,8	15,8
Sucre de canne	194,9	7,3
Produits laitiers	171,7	6,4
Arachides	132,5	4,9
Autres produits agroalimentaires*	192,9	7,2
Total produits agroalimentaires	1665,2	62,2
Autres	589,3	22

* Les six autres principaux produits agroalimentaires d'exportation : Crevettes, haricots rouges, langoustes, bétail, sésame, bananes.

Source : Banco Central de Nicaragua, 2012, Nicaragua en cifras.

Exception faite du café, dont une large part (63,7%) est produite par de très petits, petits et moyens producteurs (< 35 ha) (Bacon, 2005), ces produits agro-alimentaires destinés à l'exportation sont essentiellement fournis par de grands producteurs. Pour exemple, quatre entreprises agro-industrielles (Ingenio San Antonio, Ingenio Monte Rosa, Ingenio Benjamín Zeledón, et Ingenio Montelimar) concentrent 50% des surfaces cultivées de canne à sucre et la totalité de la production de sucre raffiné et autres dérivés de la canne (Lopez, 2003).

Dès lors, l'agroalimentaire au Nicaragua, à l'origine de 30% du PIB environ (Banco Central de Nicaragua, 2012), peut être divisée en deux sous-secteurs : le premier, centré sur les productions traditionnelles d'agro-exportations, est principalement le fait de grands propriétaires terriens, pratiquant une agriculture conventionnelle et, contribuant pour une large part à la balance commerciale nationale. Le second, essentiellement tourné vers les produits de consommation nationale comme les "*granos basicos*"², principales sources d'alimentation, dépend largement des petits paysans pauvres, travaillant sur des terres moins fertiles, avec une productivité très faible (Solà Montserrat, 2008). C'est ainsi que, dans les zones rurales du pays où se concentre l'essentiel de la pauvreté, les paysans continuent de produire une large part des denrées alimentaires destinées à la consommation domestique.

La souveraineté alimentaire³ du Nicaragua repose donc sur ces petits paysans qui représentent plus de 90% des producteurs agricoles (figure 2), et pratiquent une agriculture diversifiée, largement tournée vers l'autoconsommation (Bacon, 2005) et les marchés locaux et nationaux.

Dans le même temps, en raison de leur extrême vulnérabilité (CEPAL, 1999 ; Busso, 2003 ; Grigsby Vado et Pérez, 2009 ; Ramirez et al., 2010) et du processus historique de construction d'un système coopératif dans le sillage de la révolution nicaraguayenne de 1979 (Deere, 1985 ; Núñez Soto, 1996), ces petits paysans participent activement à un processus de renforcement de la coopération et de l'action collective.

Un système coopératif particulier est ainsi observable au Nicaragua, et semble offrir à ses membres des leviers importants pour réduire collectivement la vulnérabilité individuelle de ces *semi-paysans* et *paysans*. Deux fédérations de coopératives retiennent principalement l'attention, à la fois par le réseau coopératif qu'elles fédèrent sur une large portion du territoire national et, par le type de stratégies de développement dont elles semblent être porteuses. La Fédération de coopératives pour le développement (FECODESA) et la Fédération nationale de coopératives (FENACOO) regroupent ainsi à elles seules près de huit cent coopératives de bases (ou de premier degré), premier échelon d'un système coopératif à trois niveaux⁴.

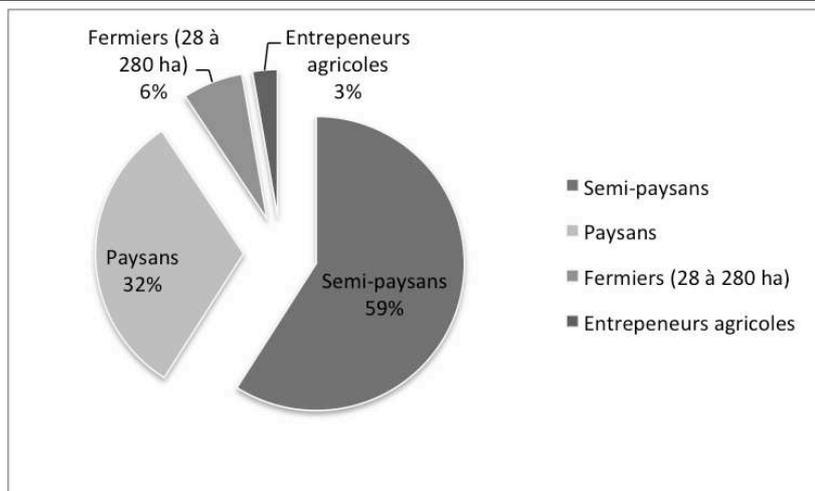
² Haricots rouges, maïs, riz, sorgho, etc.

³ Figuière C., Metereau R., 2013, « Ecodéveloppement et souveraineté alimentaire : quels enjeux pour le Sud ? », *Revue Francophone du Développement Durable*, n° 2, octobre, p. 45-67.

⁴ Il est très difficile de se procurer des informations statistiques fiables sur le nombre total de coopératives réunissant des producteurs de l'agroalimentaire au Nicaragua. Le dernier recensement coopératif officiel, datant de 2005, comptait plus de 6500 coopératives, dont un peu plus de 4000 étaient des coopératives agricoles.

Outre cette volonté d’agir collectivement pour l’amélioration des conditions d’existences des paysans, ce système coopératif, et plus largement les diverses formes d’associativité paysanne au Nicaragua, s’articulent notamment autour d’un axe écologique fort (Núñez Soto et *al.*, 1995 ; Holt Giménez E., 2008 ; Valverde et Càceres, 2009). La création en 2008 du *Mouvement de productrices et producteurs agroécologiques et biologiques du Nicaragua* (MAONIC)⁵, illustre cette intrication entre préoccupations socio-économiques et écologiques dans le cadre de l’élaboration de stratégies collectives par les petits et très petits producteurs au Nicaragua.

Figure 2. Répartition par catégories sociales des producteurs agricoles Nicaraguayens



Source : Ruíz García et Marín López, 2005, à partir du recensement de 2001.

Cette répartition exclue environ 5% des producteurs recensés, qui en raison de leurs caractéristiques particulières ont été exclus de l’analyse par les auteurs. Les paysans sans terres (ne disposant pas d’un titre de propriété pour la parcelle qu’ils exploitent) ne sont pas pris en compte dans les données du recensement.

Ces catégories sociales de producteurs ont été proposées par Ruíz García et Marín López (2005). La catégorie « *semi-paysans* » (*semi-campesinos*) désigne des paysans avec un faible accès à la terre et peu de capital pour l’exploiter. C’est une agriculture de subsistance et ces semi-paysans sont contraints de vendre leur force de travail pour compléter les revenus du foyer. Les « *paysans* » (*campesinos intensivos* et *campesinos extensivos*) disposent d’un meilleur et plus certain accès à la terre. Ils bénéficient aussi généralement soit de conditions agro-écosystémiques plus favorables combinées à un meilleur accès au marché (infrastructures de transport ou proximité avec un centre urbain) (paysans intensifs), soit d’un accès à la terre plus important permettant le plus souvent une activité d’élevage extensif (paysans extensifs). Ces conditions plus favorables permettent de meilleurs revenus et offrent la possibilité de réaliser un léger investissement (un système d’irrigation par exemple). Les « *fermiers* » (*Finqueros*) sont des producteurs avec un bon accès à la terre et disposant d’un capital leur permettant de développer la ferme et d’avoir recours, en plus du travail familial, à une main d’œuvre salariée. Les « *entrepreneurs agricoles* » (*medianos y grandes empresarios agrarios*) disposent d’un haut niveau de ressources et cherchant à maximiser leur capital en investissant sur quelques productions à haute valeur ajoutée (café, élevage, canne à sucre, soja, etc.).

Dès lors, ce système coopératif semble pouvoir être assimilé aux « *mouvements socio-politiques menés par les paysans* », qui, en Amérique Latine, constituent des forces majeures de changement social (Petras et Veltmeyer, 2001).

On se pose donc la question de la portée de ces formes de coopération en termes d’écodéveloppement. Un rapprochement entre celles-ci et des démarches de types Syal apparaît en effet pertinent afin de se doter à la fois d’une grille d’analyse et, de leviers normatifs en vue de leur renforcement.

4. Nicaragua : Le « Syal coopérative » comme levier d’écodéveloppement

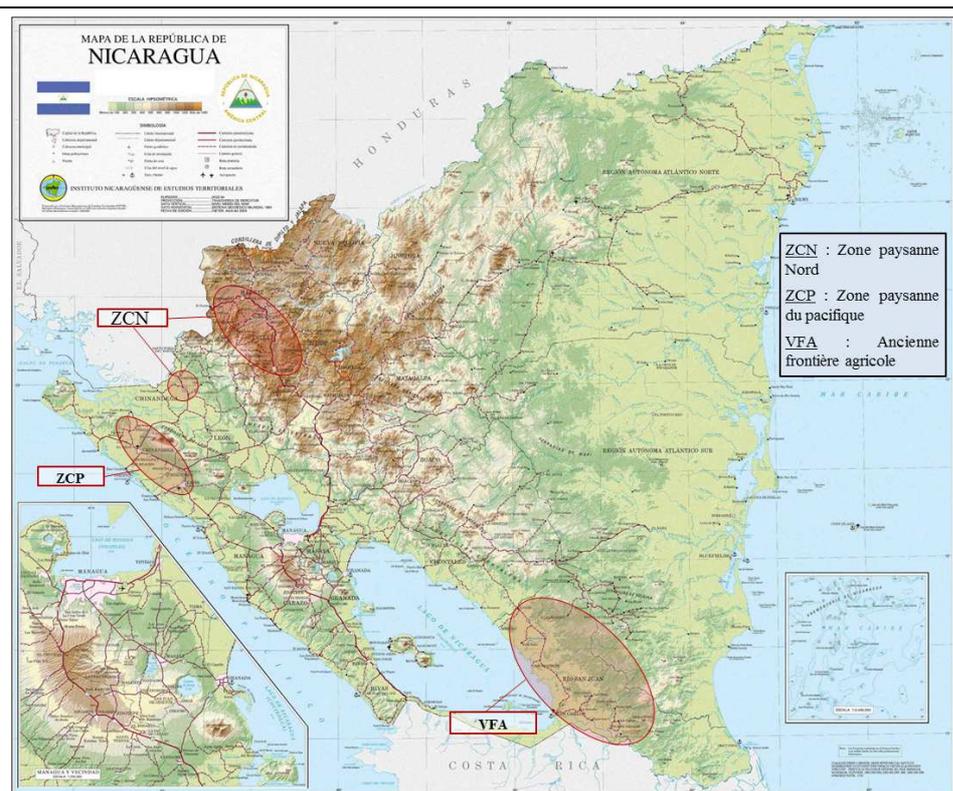
Néanmoins, certains auteurs estimaient en 2007, qu’au maximum 2500 coopératives étaient réellement actives (Laforteza, 2009).

⁵ *Movimiento de Productoras y Productores Agroecológico y Orgánico de Nicaragua*

Afin de caractériser les formes de coopération et d'action collective observables au Nicaragua, 30 entretiens exploratoires et 51 entretiens semi-directifs ont été menés auprès de semi-paysan(ne)s et paysan(ne)s membres de coopératives agricoles. Les interviewé(e)s sont des hommes et des femmes, vivant et cultivant dans trois zones agro-socio-écologiques différentes (carte 1), avec des cultures principales variées, plusieurs niveaux d'implication dans leur réseau coopératif d'appartenance, et, des situations socio-économiques diverses (accès à la terre, niveau de formation, accès au marché, ...).

Cette hétérogénéité relative des interviewés permet d'obtenir des témoignages offrant une vision d'ensemble sur la nature de ces formes de coopération, indépendamment des situations particulières.

Carte 1. Trois zones d'enquêtes hétérogènes



Source : réalisation de l'auteur à partir de INETER (fond de carte) et Ruíz García et Marín López, 2005 (Zonification)

Les réseaux de coopératives paysannes nicaraguayennes : des stratégies de développement localisé de types Syal.

Une première lecture des entretiens et, le découpage thématique (Paillé et Mucchielli, 2012 ; Miles et Huberman, 1994) d'une sélection de neuf entretiens ont permis d'identifier les principales motivations des paysans et semi-paysans engagés dans ce mouvement coopératif.

Il en ressort clairement que les motivations d'ordre socio-économiques sont prédominantes. Elles font principalement références à la recherche collective d'une manière de capter une plus grande part de la valeur ajoutée sur leur production agro-alimentaire :

« Obtenir un meilleur prix » ; « s'insérer dans la chaîne de valeur ».⁶

On constate alors, de manière assez prégnante, que le recours à l'action collective, pour résoudre des problèmes communs dans une situation de forte vulnérabilité, constitue la stratégie privilégiée de ces paysan(ne)s.

⁶ Les extraits de Verbatim ont été traduits par R. Metereau.

« Maintenant, ce qui est important, c'est que nous formions une coopérative, pas en vue d'obtenir un financement, ni pour qu'un projet nous arrive, ou pour qu'ils nous construisent une maison. Nous, nous sommes organisés en coopérative parce que l'on croyait, parce que nous pensons que c'est la façon par laquelle nous pouvons résoudre les problèmes que nous avons en commun. » (Marcio, 50, ZCN)⁷

Cette confiance en la force de l'action collective s'exprime sur plusieurs aspects. D'une part, elle est censée permettre la captation d'un revenu plus important autorisant par suite non seulement la subsistance des ménages à court-terme, mais, au-delà, d'envisager aussi une amélioration des conditions techniques de production en vue de garantir à plus long terme une hausse des revenus. D'autre part, cette action collective permettrait d'œuvrer à l'amélioration des conditions d'existence des communautés (droit des femmes, accès à la terre, formation, bourses d'études, mutuelles de santé, accès à l'eau, etc.), et pas seulement des producteurs membres.

Il s'agit donc bien de stratégies collectives visant à réduire, par la constitution de réseaux de micro et petites entreprises de l'agroalimentaires et, par l'établissement de synergies productives, la vulnérabilité individuelles de producteurs et plus largement, des communautés rurales.

Le cadre d'analyse offert par le Syal apparaît bien dès lors pertinent pour l'analyse de ces coopérations qui, bien que leur dimension systémique soit balbutiante, visent l'amorce d'un processus de développement localisé s'appuyant sur des coopératives de l'agroalimentaire. C'est ce dernier point qui fait la particularité de ces « Syal-coopératives » : des systèmes agroalimentaires localisés qui reposent sur des organisations coopératives de petits producteurs.

Le Syal-coopérative : une démarche (a)typique au Nicaragua

La coopérative, comme base organisationnelle et mode de coordination privilégié de ces Syal, repose au Nicaragua sur une assise historique et idéologique qui est loin d'être neutre. Ce mouvement coopératif dans le secteur de l'agroalimentaire est effectivement le fruit de la réforme agraire et des politiques de développement rural mises en œuvre immédiatement après la révolution Sandiniste de 1979 (Damiani, 1994). Cela positionne clairement ces « Syal-coopératives » en terme de stratégies alternatives de développement (sous-entendu, alternative à la mondialisation néolibérale).

On relève en effet une très forte proximité cognitive (Bouba-Olga et Grossetti, 2008) des membres (individuels et institutionnels) de ces Syal-coopératives autour de deux ensembles de valeurs, par ailleurs fortement corrélés : les « valeurs Sandinistes » d'une part ; les « valeurs coopératives », d'autre part.

On entend par « valeurs Sandinistes » l'attachement des populations rurales et des paysans nicaraguayens à la figure de Sandino (1895-1934) et aux idéaux nés dans le sillage de la révolution. On distingue donc les « valeurs sandinistes » de l'appartenance partisane au *Front Sandiniste de Libération Nationale* (FSLN). Même si les membres de coopératives paysannes au Nicaragua forme très souvent aussi une base militante pour ce parti, cela n'est pas généralisable, le phénomène ayant d'ailleurs tendance à s'estomper.

Augusto César Sandino reste donc, au-delà des clivages politiques, aujourd'hui à l'œuvre, le symbole des luttes populaires nicaraguayennes pour le progrès social et la souveraineté nationale (Nuñez Soto, 2009). L'émancipation sociale des populations défavorisées du Nicaragua, très largement rurales, repose dans ce cadre sur la poursuite de la réforme agraire et l'organisation des travailleurs, paysans et ouvriers, en coopératives. Il y a dès lors, en particulier chez les paysans, un fort sentiment d'appartenance à un même groupe social, « *les petits producteurs* », qui s'associent pour lutter contre « *les grand propriétaires* » et les « *transnationales* », en vue d'améliorer leurs conditions d'existence. Ces « valeurs sandinistes », qui conditionnent le contenu politique des stratégies collectives paysannes émanant du contexte nicaraguayen, trouvent un écho dans le modèle coopératif. On désigne alors par « valeurs coopératives », l'ensemble des valeurs véhiculées par le mouvement coopératif international, représenté par l'Alliance Coopérative Internationale (ICA), et leur articulation avec le mouvement coopératif nicaraguayen. L'autonomie, la démocratie participative, l'égalité, l'équité et la solidarité, interne et externe, sont les mots clés les plus souvent mis en avant pour caractériser cet ensemble de valeurs. On retrouve de manière transversale ces

⁷ (Prénom, âge, localisation (cf. carte 1)).

valeurs au sein des plans stratégiques les deux principales fédérations nationales de coopératives⁸. Par ailleurs, tous les membres de ces coopératives sont soumis à l'obligation de suivre une formation de quarante heures, introduisant les bases des valeurs, de la législation et de la gestion coopérative (loi générale des coopératives, n°499, 2004). L'attachement à ces valeurs est donc fort, et relayé par l'ensemble des acteurs du mouvement coopératif nicaraguayens : les institutions de tutelles (Ministère de l'économie Familiale, communautaire, coopérative et associative), les fédérations de coopératives, et les membres de coopératives eux-mêmes.

Le regroupement en coopérative semble donc correspondre à un choix, un engagement, en faveur d'un modèle d'organisation socio-économique, plutôt qu'un autre :

« on s'est aperçu que la société anonyme ne correspondait pas à nos aspirations [*nuestra línea*], on a donc décidé de convertir cette société anonyme en une coopérative » (Marcio, 50, ZCN).

L'adhésion de l'ensemble des membres au modèle coopératif et à l'engagement sous-jacent semble en outre conditionner le bon fonctionnement des coopératives et, la capacité d'action collective :

« certains n'avaient pas conscience de ce qu'est une coopérative, et cela fait partie des faiblesses que nous avons » (Roberto, 46, ZCP).

Le constat de cette très forte proximité cognitive entre l'ensemble des membres de ces coopératives, partageant par ailleurs souvent certaines de ces valeurs avec les représentants des institutions de tutelle de ces coopératives, renforce la capacité de ces « Syal-coopératives » à générer des coopérations et des actions collectives à *finalité éthique et sociale*, au-delà de la recherche de l'efficacité économique individuelle.

« On a donc formé une centrale de coopératives, formée de cinq coopératives, [...] avec l'objectif de s'en sortir, pour avoir un meilleur développement dans nos communautés. » (Roberto, 46, ZCP)

Ce type de coopérations localisées correspond bien à des stratégies de développement autonomes, portées par des acteurs situés, constitués en réseaux, et cherchant collectivement à améliorer, à l'aide d'outils économiques mais pas exclusivement, les conditions d'existence de l'ensemble de leurs communautés. (cf. partie 2 : « *L'approche Syal comme outil de développement* »). Non seulement, ces stratégies de développement constituent des alternatives, en cela qu'elles incluent « *la critique du modèle d'exclusion de la mondialisation néolibérale, la mobilisation sociale, la lutte socio-culturel et politique et un projet économique et social alternatif* [...] » (Larroa, 2010 : 8), mais elles sont aussi des stratégies porteuses de soutenabilité environnementale.

Les « Syal-coopératives » au Nicaragua, leviers de soutenabilité environnementale.

Un autre fait marquant à propos du système coopératif nicaraguayen, est l'importance que semble prendre la dimension environnementale dans l'élaboration des stratégies collectives de ses membres. L'agroécologie notamment, semble y trouver un écho particulièrement positif.

L'agroécologie, plus que le simple fait de produire des denrées alimentaires en respectant l'environnement, constitue un style de développement des activités agricoles qui intègre une dimension agronomique évidemment, mais aussi des dimensions sociales, culturelles, environnementales et économiques (Altieri, 1989 ; Sevilla Guzmán, 2002 ; Altieri et Toledo, 2011). L'agroécologie, implique donc un engagement important des paysans souhaitant la mettre en œuvre, au-delà de ce que requiert la production biologique. Un producteur de café et de « grains de bases » de Condega, membre actif du MAONIC, déclare ceci au sujet de l'agroécologie « *un changement d'attitude envers la nature et ce qui constitue la vie* », tandis qu'il voit l'agriculture biologique (la certification) comme « *un business* ».

Il ne s'agit donc pas seulement de réduire, voire idéalement de supprimer, le recours aux intrants chimiques, mais bien de repenser complètement la manière dont l'activité de production agroalimentaire s'inscrit dans son agroécosystème (Conway, 1986).

⁸ L'attachement à ces valeurs et le sentiment d'appartenance à un groupe social les défendant, est par ailleurs cristallisé lorsque l'ensemble de ces assemblées reprend en cœur l'hymne coopératif, écrit en 1964 par le poète colombien Carlos Castro Ortiz, et aujourd'hui repris dans l'ensemble de l'Amérique Latine (INFOCOOP, 2014).

« Et nous, avec la production agroécologique, c'est comme on dit « une voie libre ». Tout ce qui se trouve dans la ferme et qui puisse s'appliquer aux cultures, alors il faut le réincorporer. Donc, c'est plus intégré. » (Ramon, 41, ZCN)

Ramon décrit ainsi la manière dont chaque paysan, dans un agroécosystème particulier, va pouvoir adapter ses choix de cultures et ses techniques de façon à profiter au mieux de toutes les complémentarités et synergies potentielles.

Cet engagement agroécologique, observable à des degrés certes très divers, mais indispensable à la mise en œuvre de cette approche intégrée, repose sur des motivations très diverses et non exclusives. Elles ont trait, tantôt à la perspective d'une amélioration des revenus, tantôt à la vulnérabilité environnementale et à la prise de conscience d'une situation de dépendance envers la nature ; et, parfois, à une volonté d'autonomisation vis-à-vis des grandes entreprises qui fournissent semences et intrants nécessaires à l'agriculture conventionnelle, ou pour d'autres raisons encore...

« En plus, les choses s'améliorent, parce qu'on met en œuvre l'agriculture organique. Pour moi, ça c'est l'essentiel, parce que, ça nous donne plus de vie, on prend plus soin de nous, pour que ça nous donne plus de vie, c'est pour cela que nous faisons ça les femmes » (Valentina, 56, ZCP)

« D'autres, parce qu'ils se sont rendus compte par eux-mêmes, en se disant qu'en produisant ainsi ils abiment moins [l'environnement], et parce qu'ils peuvent le faire eux-mêmes. » (Roberto, 46, ZCP)

Dès lors, ces paysans, petits producteurs, mettent peu à peu en place des systèmes de cultures mieux intégrés à leur environnement naturel et social, en s'appliquant notamment valoriser les synergies existantes entre les différents types de cultures et à réutiliser les sous-produits agricoles. Cette approche visant à profiter de toutes les complémentarités offertes par un agroécosystème, mène également à l'exploitation de synergies plus complexes, qui transcendent les cloisonnements sectoriels traditionnels. C'est ce type d'approche qui mène à envisager par exemple la production conjointe d'aliment et d'énergie au sein des agroécosystèmes.

L'IFES (Sachs et Silk, 1990) vise en effet à maximiser les synergies entre activités de cultures et d'élevage, d'une part, et d'autre part, la production d'énergies renouvelables. La forme la plus élémentaire d'IFES (Type 1) correspond à des systèmes de polycultures ou d'agroforesterie permettant de produire, sur les mêmes parcelles, des matières premières alimentaires et énergétiques (biomasse). A un niveau plus évolué (Type 2), le recours à des technologies agroindustrielles, telles que les biodigesteurs, permettent la réutilisation des sous-produits agricoles et leur valorisation sous forme d'énergie et d'engrais (Bogdanski et al., 2011).

Les systèmes de cultures agroécologiques, ou plus simplement l'effort de diversification des cultures et de reboisement des parcelles (de type bocage) mené par les membres de ces coopératives, permettent la mise en œuvre d'IFES de Type 1. On retrouve de manière quasi systématique dans les entretiens menés, des références à la mise en place de « *barreras vivas* » (barrières vivantes), à la recherche d'une plus grande diversité de cultures, notamment par le biais de l'association entre les cultures traditionnelles de « *granos basicos* » et la plantation d'arbres fruitiers. En plus de réduire la vulnérabilité économique des paysans par la diversification de leurs sources d'aliments et de revenus (Rodriguez-Borray, 2008), ces pratiques de polycultures et d'agroforesterie répondent à des enjeux culturels et environnementaux cruciaux pour le pays. En effet, la consommation de bois-énergie dans les zones rurales est d'abord indissociable du régime alimentaire de base. Ensuite, ce type de synergie constitue une alternative viable aux pratiques de déboisement massif, liées, à la fois à la nécessité de « libérer » de nouvelles terres arables, et à la consommation de bois des communautés rurales.

Par ailleurs, dans une perspective d'autonomie et d'amélioration des conditions d'existence, des programmes de soutien au développement rural ont permis la mise en œuvre d'IFES de Type 2. Les biodigesteurs, installés dans de nombreuses localités par le Cipres (*Centro para la promoción, la investigación y el desarrollo rural social*) ont eux aussi suscité l'enthousiasme des paysans, laissant entrevoir la possibilité de mettre en œuvre de véritables systèmes intégrés de production d'aliments et d'énergie.

« L'expérience a été très bonne [...] et aussi parce qu'il y a un double intérêt. Parce que ce liquide qu'ils récupèrent, ils s'en servent comme engrais foliaire. Et aussi, ils utilisaient, ils allaient même jusqu'à éliminer toute les saletés (fumier) dans le parc à vache là-bas. Et comme ça il y a déjà trois fonctions plutôt. Parce que ça permettait ce « nettoyage », de faire de l'engrais foliaire, et de produire du combustible pour la

cuisine, et on économisait le bois aussi. Parce que comme ça, une personne n'a plus besoin de déboiser » (Adriana, 46, ZCP)

Cette perception très positive du biodigesteur est partagée par l'ensemble des paysan(ne)s y ayant eu eux-mêmes accès, ou ayant pu observer leur fonctionnement au sein de leur communauté. Ainsi, sur 48 petits paysans interviewés⁹, 34 connaissaient le biodigesteur et son fonctionnement, 33 jugeaient de manière positive cette technologie, et un seul en faisait la critique. Cette critique portait par ailleurs d'avantage sur la manière dont le biodigesteur a été introduit que sur son usage.

La concrétisation, dans ces zones rurales, de systèmes socioéconomiques permettant le bouclage de certains flux de matières et d'énergie, démontre la capacité de ces Syal-coopératives à être promoteurs d'écodéveloppement. En effet, en plus de mettre en œuvre, sur un territoire donné, des instruments d'efficacité économique à des fins éthiques et sociales, le fonctionnement de ces Syal-coopératives semble favoriser l'atteinte de ces objectifs, tout en renforçant la soutenabilité des systèmes socio-écologiques.

5. En guise de conclusion : l'approche Syal, levier pour le renforcement des stratégies collectives d'écodéveloppement dans les zones rurales du Nicaragua.

Bien que démontrant un potentiel important pour l'amélioration des conditions d'existence des communautés rurales, la construction de ces Syal-coopératives ne se fait pas sans certaines difficultés. Le très faible accès au crédit, « *parce qu'il nous manque des financements* » ; les faibles capacités d'auto-organisation, « *nous on avait envie de s'organiser, mais on n'avait pas d'idée de comment le faire* », et d'autogestion, « *la vérité, c'est que nous n'avons pas été très formel pour cela* (la gestion de la coopérative), *on est toujours...on n'a pas cette capacité, et en plus cela est une faiblesse que nous avons encore* » ; l'incidence politique ou encore la cohabitation avec la grande agro-industrie, sont parmi d'autres, quelques-unes des pierres d'achoppement sur lesquelles butent les processus d'écodéveloppement amorcés dans le cadre de ces coopérations localisées. Néanmoins, l'adossement explicite et formalisé à des approches de type Syal pourrait, comme le souligne Larroa (2010), fournir des leviers normatifs pour le renforcement de ces coopérations et de leur efficacité économique, sociale et environnementale.

Sur le plan organisationnel, la constitution en réseaux de ces groupes de paysans vulnérables leur confère une plus grande capacité d'adaptation et d'innovations (Rodriguez-Borray, 2008 ; Touzard et al., 2008). L'adossement du Syal au cadre théorique développé autour des *clusters* et des SPL apporte un outillage important pour le renforcement de ces dynamiques d'innovations.

De manière à mieux valoriser les ressources spécifiques de ces territoires ruraux du Nicaragua, des dynamiques de type « panier de biens » (Pecqueur, 2001) pourraient être mobilisées. On pressent en effet l'émergence d'une possible articulation entre les activités agroalimentaires, d'artisanat et de tourisme dans certains territoires du Nicaragua. C'est le cas notamment dans la région du Rio-San Juan, où des synergies productives émergent entre la production de cacao, associées à la préservation de la forêt tropicale humide, et destinée à l'exportation, l'agro-tourisme qui se développe, à la fois autour de cette culture spécifique, et en prenant appui sur la richesse naturelle de ce territoire. L'arrivée des premiers touristes semble en outre ouvrir la perspective du développement de nouvelles activités – restauration, artisanat, petite agro-industrie de transformation –, pouvant générer par suite la création de nouvelles coopératives. La COMUCORSA, une coopérative de femmes créée en 2011 à Boca de Sábalo sur les rives du *Rio San Juan*, illustre ce type de dynamique.

Enfin, ce sont d'une part, le caractère systémique des Syal, qui fait de la recherche de synergies productives une règle et, d'autre part, le caractère particulier de l'agriculture mettant en exergue la nécessité de penser de manière conjointe l'amélioration des conditions socio-économiques d'existence et la préservation de l'environnement, qui ouvrent la possibilité de penser ces systèmes localisés comme des vecteurs pour progresser vers un bouclage des flux de matière et d'énergie, et plus largement vers l'écodéveloppement.

⁹ Sur 51 entretiens menés, 48 l'ont été auprès de petits paysans. Les 3 restants l'ont été auprès de représentants du mouvement coopératif national.

Références

- Altieri M. A., 1989, « Agroecology: a new research and development paradigm for world agriculture », *Agriculture, Ecosystems and Environment*, n° 27, p. 37-46.
- Altieri M. A., Toledo V. M., 2011, “The agroecological revolution in Latin America”, *Journal of Peasant Studies*, n° 38, p. 587-612.
- Bacon Ch., 2005, “Confronting the Coffee Crisis: Can Fair Trade, Organic, and Specialty Coffees Reduce Small-Scale Farmer Vulnerability in Northern Nicaragua?”, *World Development*, vol. 33, Issue 3, March, p. 497-511.
- Banco Central de Nicaragua (BCN), 2013, *Nicaragua en cifras 2012*, Banco Central de Nicaragua, División Económica, Managua, 64 p.
- Bogdanski A., Dubois O., Jamieson C., Krell R., 2011, “Making integrated food-energy systems work for people and climate”, *Environment and natural resources management Working Paper*, n°45, FAO, Rome, 121 p.
- Bouba-Olga O., Grossetti M., 2008, « Socio-économie de proximité », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 3, octobre, p. 311-328.
- Boucher F., Carimentrand A., Requier-Desjardins D., 2003, « Agro-industrie rurale et lutte contre la pauvreté : les Systèmes Agroalimentaires Localisés contribuent-ils au renforcement des « capacités » ? », *3ème Colloque sur l'Approche des Capacités*, Université de Pavie, 7-9 septembre, 20 p.
- Busso G., 2003, *Vulnerabilidad sociodemográfica en Nicaragua: un desafío para el crecimiento económico y la reducción de la pobreza*, CEPAL, ONU, Serie Población y Desarrollo, n° 29, Santiago de Chile, 82 p.
- Cascante Sánchez M., 2003, *Proyecto SIAL “Concentración de queserías en las faldas del Volcán Turrialba”*, IICA, Informe final, Costa Rica, 49 p.
- CEPAL, 1999, *Efectos sociales de la globalización sobre la economía campesina. Reflexiones a partir de experiencias en México, Honduras y Nicaragua*, CEPAL-ONU, juillet, 88 p.
- Conway G.R., 1986, *Agroecosystems analysis for research and development*, Winrock International Institute for Agricultural Development, Bangkok, 111 p.
- Correa Gómez C., Boucher B., Requier-Desjardins D., 2006, “¿Cómo «activar» los sistemas agroalimentarios localizados en américa latina? Un análisis comparativo”, *Agroalimentaria*, n° 22, Enero- Junio, p. 17-27.
- Damiani O., 1994, “Collective Responses to Crisis: Agricultural Cooperatives and Intermediaries in the Post-Sandinista Nicaragua”, *Massachusetts Institute of Technology, Department of Urban Studies and Planning*, 32 p.
- Deere C. D., 1985, « Développement coopératif et participation féminine à la réforme agraire nicaraguayenne », *Tiers-Monde*, tome 26, n° 102, p. 403-408.
- Figuière C., Metereau R., 2013, « Ecodéveloppement et souveraineté alimentaire : Quels enjeux pour le Sud ? », *Revue Francophone du Développement Durable*, n° 2, Octobre, p. 45-67.
- Fourcade C., 2006, « Les systèmes agroalimentaires comme modalités collectives », *Revue française de gestion*, vol. 8, n° 167, p. 183-201.
- Fourcade C., Muchnik J., Treillon R., 2010, *Coopération, territoires et entreprises agroalimentaires*, Édition Quæ, Collection Update Sciences & Technologies, Montpellier, 135 p.
- Fournier S., Muchnik J., 2010, « L'approche « Systèmes Agroalimentaires Localisés » (SYAL), un outil d'intervention pour le développement territorial? », Actes du colloques : *Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food*, Montpellier, 28 juin-1^{er} juillet, 15 p.
- Garibay S. V., Zamora E., 2003, *Producción orgánica en Nicaragua: limitaciones y potencialidades*, SIMAS, Managua, 109 p.
- Grigsby Vado A., Pérez F. J., 2009, *Estrategias Campesinas frente a los efectos estructurales de la Globalización en la Agricultura y el Desarrollo Rural*, Nitlapan-UCA, juin, 214 p.
- Holt Giménez E., 2008, *Campesino a Campesino. Voces de Latinoamérica. Movimientos de campesino a campesino para una agricultura sustentable*, SIMAS, Managua, 294 p.
- Lafortezza D., 2009, *Nicaragua. Inventario de las cooperativas productivas*, Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE), Tegucigalpa, Honduras, 171 p.

- Larroa R. M., 2010, "El SIAL y sus diferencias con el enfoque del desarrollo territorial en América Latina", *16th EAAE Seminar: Spatial dynamics in agri-food systems: implications for sustainability and consumer welfare*, Parma, 27-30 October, 9 p.
- López G., 2003, *Comercio de la caña de azúcar en Nicaragua, casos comparativos con Honduras y Costa Rica*, IICA/EPAD, Managua, Nicaragua, 68 p.
- Mayorga F. J., 2008, *Nicaragua 2010 : El futuro de la economía*, Institut International Albertus Magnus, Managua, 166 p.
- Miles M. B., Huberman A. M., 1994, *Qualitative Data Analysis: An Expanded Sourcebook*, Beverly Hills, CA, SAGE Publications.
- Muchnik J., 2002, « Les systèmes agroalimentaires localisés : intérêt, approche, interrogations », *Colloque Syal 2002*, Texte introductif, Montpellier, 16-18 octobre, 12 p.
- Núñez Soto O., Cardenal G., Morales J. M., 1995, *Desarrollo agroecológico y asociatividad campesina: el caso de Nicaragua*, Cipres, Managua, 566 p.
- Núñez Soto O., 1996, *La economía popular asociativa y autogestionaria*, Cipres, Managua, 295 p.
- Núñez Soto O., 2009, *La revolución rojinegra*, Cipres, Managua, 296 p.
- Paillé P., Mucchielli A., 2008, *L'analyse Qualitative en Sciences Humaines et Sociales*, 2ième édition, Armand Colin, Paris, 315 p.
- Pecqueur B., 2001, « Qualité et développement territorial: l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés », *Économie rurale*, n° 261, p. 37-49.
- Petras J., Veltmeyer H., 2001, "Are Latin American peasant movements still a force for change? Some new paradigms revisited", *The Journal of Peasant Studies*, vol. 28, n° 2, p. 83-118.
- Ramírez D., Ordaz J. L., Mora J., Acosta A. Serna B., 2010, *Nicaragua, efectos del cambio climático sobre la agricultura*, CEPAL, ONU, Agosto, 68 p.
- Ranaboldo C., Schejtman A. (eds), 2009, *El valor del patrimonio cultural: territorios rurales, experiencias y proyecciones Latinoamericanas*, IEP, RIMISP, Estudios de la Sociedad Rural, n° 35, Lima, Perú, 412 p.
- Requier-Desjardins D., 2010a, « L'évolution du débat sur les SYAL : le regard d'un économiste », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 4, octobre, p. 651-668.
- Requier-Desjardins D., 2010b, "The LAS approach: a scheme for a sustainable local development of Southern countries rural areas?", *16th EAAE Seminar: Spatial dynamics in agri-food systems: implications for sustainability and consumer welfare*, Parma, 27-30 October, 10 p.
- Riveros H., Boucher F., Blanco M., 2010, « Fortalecimiento de agroindustrias y microempresas rurales en La Selva Lacandona, Chiapas, México », in. *Desarrollo de los agronegocios y la agroindustria rural en América Latina y el Caribe: Conceptos, instrumentos y casos de cooperación técnica*, IICA, p. 181-195.
- Rodríguez-Borray G., 2008, « La diversification productive comme stratégie d'activation de Systèmes agroalimentaires localisés : cas de l'agro-industrie de la *panela* en Colombie », *Cahiers Agricultures*, vol. 17, n° 6, novembre-décembre, p. 572-574.
- Rodríguez-Borray G., Requier-Desjardins D., 2005, « La multifuncionalidad de los SIALES en zonas rurales de países en desarrollo. El caso de la agroindustria panelera Colombiana », *Revista Perspectivas Rurales*, n° 17-18, p. 113-125.
- Rubio B., 2001, *Explotados y excluidos. Los campesinos latinoamericanos en la fase agroexportadora neoliberal*, Plaza y Valdés Editores, UACH, México.
- Ruiz García A., Marín López Y., 2005, *Tipología de los sistemas de producción y zonificación agro socioeconómica a la luz del Censo Agropecuario 2001*, INEC, MAGFOR, FAO, Managua, 185 p.
- Sachs I., 1974, « Environnement et styles de développement », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 3, p. 553-570.
- Sachs I., 1976, « Economie et écologie », in. P. Samuel et al. (dir.) *L'homme et son environnement. De la démographie à l'écologie*, p. 185-199.
- Sachs I., 1980, *Stratégies de l'écodéveloppement*, Éditions Économie et Humanisme, Paris, 140 p.
- Sachs I., 1994, « Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le Sommet de la Terre », *Revue Tiers Monde*, n° 137, janvier-mars, p. 53-60.
- Sachs I., Silk D., 1990, *Food and Energy: Strategies for sustainable development*, United Nation University Press, Tokyo, 83 p.

Sevilla Guzmán E., 2002, « Agroecología y desarrollo rural sustentable: una propuesta desde Latino América », in. Sarandón S. (dir.), *Agroecología. El camino para una agricultura sustentable*, Ediciones Científicas Americanas, La plata, 557 p.

Solà Montserrat R., 2008, *Estructura económica de Nicaragua y su contexto centroamericano y Mundial*, Managua, HISPAMER-UCA.

Touzard J-M., Chiffolleau Y, Dreyfus F., 2008, « Analyser l'innovation dans un Système agroalimentaire localisé : construction interdisciplinaire en Languedoc », *Cahiers Agricultures*, vol. 17, n° 6, p. 526-531.

Valverde L. O., Càceres S., 2009, *Diagnóstico y planificación de fincas con enfoque agroecológico*, FENACOOOP, Managua, 28 p.

Welch C., Mançano Fernandes B., 2009, "Peasant Movements in Latin America: Looking Back, Moving Ahead", *Latin American Perspectives*, vol. 36, n° 4, July, p. 3-8.

Sites Internet

Banque Mondiale, 2014, <http://donnees.banquemondiale.org/>, consulté le 5 avril 2014

INFOCOOP, 2014, www.infocoop.gob.ni > Cooperativismo > Símbolos: http://www.infocoop.gob.ni/index.php?option=com_content&view=article&id=9&Itemid=7, Consulté le 25 mars 2014

PNUD, 2013, *Rapport sur le développement humain. Tableaux statistiques*, <http://hdr.undp.org/fr/data>, Consulté le 5 avril 2014.